AMENDEMENT

Am 1
Art. 121.1

Projet de loi n° 49

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES MESURES

ARTICLE 121.1 (article 1029.8.61.19.1 de la Loi sur les impôts)

Insérer, après l'article 121 du projet de loi, le suivant :

« **121.1.** 1. L'article 1029.8.61.19.1 de cette loi est modifié, dans le paragraphe a du premier alinéa :

1° par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe i par ce qui suit :

« a) aux fins du calcul du montant du premier palier, un enfant à charge admissible auquel le sous-paragraphe i du paragraphe c du deuxième alinéa de l'article 1029.8.61.18 fait référence est un enfant visé au premier alinéa de l'article 1029.8.61.19 qui est dans l'une des situations suivantes, et ce, selon les règles prescrites lorsqu'il s'agit de la situation prévue au sous-paragraphe i ou ii : »;

2° par l'ajout, à la fin, du sous-paragraphe suivant :

« iii. il est âgé de moins de deux ans au début du mois donné et, selon le cas :

1° il a une maladie chronique grave installée, sans traitement connu, et présente à la fois des incapacités graves, multiples et persistantes, y compris des incapacités motrices très sévères, et une symptomatologie quotidienne importante et persistante nécessitant de multiples soins médicaux complexes;

2° il a une maladie neurogénétique, congénitale ou métabolique, sans traitement connu, qui limite l'espérance de vie à l'enfance et qui est associée à une symptomatologie très importante dès les premiers mois de vie en raison d'incapacités graves, multiples et persistantes; ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, pour un mois donné qui est postérieur au mois de juin 2024, à l'égard, d'une part, d'une demande d'obtention ou de réévaluation du supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels qui est présentée à Retraite Québec après le 30 juin 2024 et, d'autre part, d'une demande d'obtention d'un tel supplément qui est présentée à Retraite Québec avant le 1^{er} juillet 2024 et pour laquelle aucune décision n'a été rendue avant cette date. ».

adopté
RJC

AMENDEMENT

Am 2
Art. 121.2

Projet de loi n° 49

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION DU DISCOURS SUR LE BUDGÉT DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES MESURES

ARTICLE 121.2 (article 1029.8.61.19.4.1 de la Loi sur les impôts)

Insérer, après l'article 121.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **121.2.** 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1029.8.61.19.4, du suivant :

« **1029.8.61.19.4.1.** Pour l'application du sous-paragraphe iii du paragraphe a du premier alinéa de l'article 1029.8.61.19.1, les règles suivantes s'appliquent :

a) un enfant ne présente des incapacités motrices très sévères que si, à la fois :

i. il a des incapacités orales motrices qui entraînent des enjeux significatifs sur le plan de son alimentation;

ii. il a des capacités en motricité globale qui restent moindres que celles de la moyenne des enfants en santé ayant le quart de son âge, malgré l'application des traitements recommandés;

b) les soins médicaux complexes nécessités par une symptomatologie quotidienne importante et persistante que présente un enfant sont ceux qui remplissent les conditions suivantes :

i. ils sont administrés au quotidien et la routine de soins présente une lourdeur importante;

ii. ils sont administrés pour la survie de l'enfant, car ils pallient une dysfonction d'un organe ou d'un système;

iii. ils ne sont pas fréquemment administrés à des enfants du même groupe d'âge que celui de l'enfant;

iv. ils requièrent un équipement spécialisé ou exigent qu'une personne soit disponible en tout temps pour répondre à tout changement de l'état clinique de l'enfant;

AMÉNDÉMENT

Projet de loi n° 49

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES MESURES

c) une maladie est considérée comme limitant l'espérance de vie à l'enfance lorsque cette maladie est associée à la survenance d'un décès avant l'âge de 18 ans chez la majorité des enfants atteints de celle-ci, malgré une prise en charge optimale.

Lorsqu'il s'agit, pour l'application du paragraphe a du premier alinéa, d'évaluer l'état d'un enfant né prématurément en lien avec son développement, l'âge de l'enfant est corrigé en soustrayant les semaines de prématurité, et ce, jusqu'à l'âge de 36 mois. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique, pour un mois donné qui est postérieur au mois de juin 2024, à l'égard, d'une part, d'une demande d'obtention ou de réévaluation du supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels qui est présentée à Retraite Québec après le 30 juin 2024 et, d'autre part, d'une demande d'obtention d'un tel supplément qui est présentée à Retraite Québec avant le 1^{er} juillet 2024 et pour laquelle aucune décision n'a été rendue avant cette date. ».

Adopté
MK

Am 3
Art 64.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 49

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES MESURES

ARTICLE 64 (article 737.18.17.5.1 de la Loi sur les impôts)

Remplacer, dans la partie du cinquième alinéa de l'article 737.18.17.5.1 de la Loi sur les impôts, proposé par le paragraphe 1 de l'article 64 du projet de loi, qui précède le paragraphe a, « premier grand projet d'investissement » par « second grand projet d'investissement ».

adopté
ML

AMENDEMENT

Projet de loi n° 49

Am 4
Art. 14
(19.0.0.4)

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION
DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES
MESURES

ARTICLE 14 (article 19.0.0.4 de la Loi constituant Capital régional et coopératif
Desjardins)

Insérer, dans le paragraphe 2° de l'article 19.0.0.4 de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins, proposé par le paragraphe 1 de l'article 14 du projet de loi, et après « secteur immobilier », « relativement à un immeuble neuf ou faisant l'objet de rénovations importantes, produisant des revenus et situé au Québec ».

adopté
ML

AMENDEMENT

Projet de loi n° 49

Am 5
Art. 26
(19.5)

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION
DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES
MESURES

ARTICLE 26 (article 19.5 de la Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi)

Insérer, dans le paragraphe 3° de l'article 19.5 de la Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, proposé par le paragraphe 1 de l'article 26 du projet de loi, et après « secteur immobilier », « relativement à un immeuble neuf ou faisant l'objet de rénovations importantes, produisant des revenus et situé au Québec ».

adopté
JL

AMENDEMENT

Projet de loi n° 49

Am 6
Art. 41
(15.0.5.)

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION
DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES
MESURES

ARTICLE 41 (article 15.0.5 de la Loi constituant le Fonds de solidarité des
travailleurs du Québec (F.T.Q.))

Insérer, dans le paragraphe 3° de l'article 15.0.5 de la Loi constituant le Fonds de
solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), proposé par le paragraphe 1 de l'article 41
du projet de loi, et après « secteur immobilier », « relativement à un immeuble neuf ou
faisant l'objet de rénovations importantes, produisant des revenus et situé au Québec ».

adopté
F.T.C.

AMENDEMENT

Am 7
Art. 83

Projet de loi n° 49

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES MESURES

ARTICLE 83

À l'article 83 du projet de loi :

1° remplacer la partie qui précède le deuxième alinéa de l'article 776.1.4.2.1 de la Loi sur les impôts proposé par le paragraphe 1 par ce qui suit :

« **83.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 776.1.4.2, des suivants :

« **776.1.4.2.1.** Un particulier ne peut déduire un montant en vertu de l'article 776.1.1 pour une année d'imposition donnée qui se termine après le 31 décembre 2026 ou de l'article 776.1.2 pour une année subséquente, à l'égard d'un montant versé pour l'acquisition, après cette date, d'une action visée à cet article 776.1.1, lorsque son revenu imposable pour son année de référence, relativement à l'année d'imposition donnée, excède le montant, exprimé en dollars, mentionné au paragraphe d de l'article 750 qui, compte tenu de l'article 750.2, est applicable pour cette année de référence. »;

2° supprimer le paragraphe 2.

adopté

AMENDEMENT

Am 8
Art. 84

Projet de loi n° 49

LOI DONNANT SUITE À DES MESURES FISCALES ANNONCÉES À L'OCCASION DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 21 MARS 2023 ET À CERTAINES AUTRES MESURES

ARTICLE 84

Remplacer l'article 84 du projet de loi par le suivant :

« **84.** L'article 776.1.5 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Lorsqu'un particulier qui se prévaut de l'article 776.1.1 pour une année d'imposition donnée qui se termine après le 31 décembre 2026 ou de l'article 776.1.2 pour une année subséquente, à l'égard d'une action acquise après cette date, n'a pas résidé au Canada pendant toute l'année de référence, relativement à l'année d'imposition donnée, il doit joindre à la déclaration fiscale visée au premier alinéa qu'il doit produire pour l'année d'imposition donnée ou l'année subséquente, selon le cas, un état de revenus pour l'année de référence et une copie de tout document constituant la preuve du paiement d'un montant qui aurait été déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année de référence, le cas échéant, s'il avait résidé au Québec tout au long de l'année de référence.

Lorsqu'un particulier qui se prévaut de l'article 776.1.1 pour une année d'imposition donnée qui se termine après le 31 décembre 2026 ou de l'article 776.1.2 pour une année subséquente, à l'égard d'une action acquise après cette date, a résidé au Canada tout au long de l'année de référence, relativement à l'année d'imposition donnée, mais ne résidait pas au Québec le dernier jour de cette année de référence, il doit joindre à la déclaration fiscale visée au premier alinéa qu'il doit produire pour l'année d'imposition donnée ou l'année subséquente, selon le cas, d'une part, soit une copie de la déclaration fiscale qu'il a produite pour l'année de référence en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), chapitre 1, 5^e supplément), soit un état de revenus pour l'année de référence et, d'autre part, une copie de tout document constituant la preuve du paiement d'un montant qui aurait été déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année de référence, le cas échéant, s'il avait résidé au Québec tout au long de l'année de référence. ». ».

adopté
MK